Appel

Pour une mobilisation européenne contre la dictature des créanciers

mardi 25 mai 2010, par CADTM (Date de rédaction antérieure : 24 mai 2010).

Depuis des mois, des manifestations ont lieu en Grèce pour s'opposer au plan d'austérité que le gouvernement, les dirigeants européens et le Fonds monétaire international ont décidé d'imposer au peuple grec. Aujourd'hui, la direction du pays n'appartient plus à ses élus mais est placée sous la tutelle du FMI et des institutions européennes échappant à tout contrôle démocratique. Plusieurs grèves générales ont déjà eu lieu à l'appel de l'ensemble des syndicats et des partis politiques de gauche depuis le début de l'année 2010. Cette lutte exemplaire fait écho à celles des peuples d'Europe orientale (Roumanie, Hongrie, Lettonie...), à celles des autres pays des Balkans (Bosnie...), d'Irlande et récemment d'Islande confrontés à des plans d'austérité similaires.

Les peuples de tous les pays d'Europe ont été, sont ou seront concernés par ces attaques qui veulent faire payer aux salariés, aux retraités, aux chômeurs, les effets d'une crise profonde dont ils ne sont en rien responsables. En effet, ce sont les 'marchés financiers' (banques, assurances, fonds de pensions...) qui, par leurs pratiques spéculatives au service des actionnaires et des rentiers, sont responsables de cette crise financière qui prend pour cible la dette publique des pays.

D'où vient cette dette publique ?

Elle est principalement le fruit des politiques fiscales favorables aux individus les plus riches et aux grandes entreprises. La baisse des recettes que ces cadeaux aux riches ont entraînée a amené les gouvernements à financer par l'emprunt une partie croissante du budget. Plus récemment, la baisse d'activité économique a entraîné une réduction des recettes fiscales. Enfin, la mise en place des plans de sauvetage des banques a aggravé encore davantage les déficits publics sans que les pouvoirs publics n'en profitent pour prendre le contrôle du secteur financier afin d'en changer les pratiques.

Qu'a-t-elle financé ?

La dette publique des Etats n'a pas servi à financer des créations d'emplois, des améliorations des services publics et des infrastructures, elle a seulement servi à sauver la mise des coupables et à combler les déficits budgétaires ainsi provoqués.

Qui en profite ?

Ce sont justement ceux qui ont déjà bénéficié des réductions d'impôts (les ménages les plus riches), les banques et les grandes entreprises qui, dans le même temps, spéculent sur les titres de la dette publique et empochent les intérêts des obligations d'Etat. C'est ainsi une double récompense pour les fautifs.

Qui va payer ?

Mais c'est une double peine pour les victimes ! Ce sont les populations pauvres, ceux et celles qui

vivent de leur travail qu'on veut pressurer aujourd'hui pour voler au secours des profiteurs de la dette :

• Baisse des salaires et des retraites,

• Casse de la protection sociale,

• Destruction des services publics,

• Remise en cause du droit du travail,

• Augmentation de la fiscalité sur la consommation, notamment la TVA.

Non seulement ces plans d'austérité ne règleront en rien les causes réelles de la crise, mais ils vont plonger des millions d'êtres humains dans la misère et la précarité.

Le réseau CADTM-Europe appelle l'ensemble des forces politiques, syndicales et associatives, à organiser dans l'unité, à l'échelle nationale et européenne, les mobilisations nécessaires pour s'opposer à ces attaques concertées contre les peuples d'Europe.

Refusons de payer leur crise. Préparons un vaste mouvement social contre la dette et les causes de cette crise !

Au lieu de ces plans d'austérité, il faut s'attaquer à la racine du problème :

• En expropriant les banques pour les transférer au secteur public sous contrôle citoyen

• En réalisant un audit citoyen de la dette publique afin d'annuler la dette illégitime

• En instaurant une véritable justice fiscale et une juste redistribution de la richesse

• En luttant contre la fraude fiscale massive dont sont responsables les grandes entreprises et les plus riches

• En remettant au pas les marchés financiers, par la création d'un registre des propriétaires de titres, par l'interdiction des ventes à découvert…

• En réduisant radicalement le temps de travail pour créer des emplois tout en maintenant les salaires et les retraites

• En socialisant les nombreuses entreprises et services privatisés au cours des 30 dernières années.

Créons une vaste mobilisation populaire dépassant les frontières car il faut faire converger les luttes locales sur le plan international pour venir à bout des politiques de régression sociale.

Adopté à La Marlagne (Namur-Belgique), le 24 mai 2010, lors du séminaire international CADTM intitulé : « Du Nord au Sud de la planète : Des clés pour comprendre la dette publique »